

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---











**Acquisition, installation et mise en service d'un  
système d'alignement et d'insolation sans masque  
pour le C2N UP Saclay**

---

N° du CCAP : 2025-A011

**Université Paris-Saclay**  
3 rue Joliot Curie  
91190 Gif Sur Yvette

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Acquisition, installation et mise en service d'un système d'alignement et d'insolation sans masque pour le C2N UP Saclay
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par tranche
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Protection des données à caractère personnel .....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	5
5.2 - Durée du marché .....	5
5.3 - Délais d'exécution des tranches .....	5
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	6
7 - Garanties Financières .....	6
8 - Avance .....	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
11 - Développement durable .....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification .....	9
13 - Garantie des prestations .....	9
14 - Maintenance (en cas d'affermissement de la TO01) .....	9
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
16- Pénalités .....	10
16.1 - Pénalités de retard .....	10
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	10
16.3 - Autres pénalités spécifiques .....	10
17 - Assurances .....	10
18 - Résiliation du contrat .....	10
18.1 - Conditions de résiliation .....	10
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
19- Règlement des litiges et langues .....	11
20 - Clauses complémentaires .....	11
20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	11
21 - Dérogations .....	11

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

L'acquisition, l'installation et la mise en service d'un système d'alignement et d'insolation sans masque pour le C2N UP Saclay

Le matériel à fournir est un appareil neuf d'alignement et d'insolation en écriture directe possédant les spécifications détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (tous les composants de l'équipement seront neufs).

Lieu(x) d'exécution :

Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies (C2N)  
10, Bd Thomas Gobert  
91120 Palaiseau

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche ferme La tranche ferme du marché comprend la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation, le Service Après-Vente et la garantie de l'équipement.
TO001	Tranche optionnelle 1 La tranche optionnelle comprend la maintenance ( 1 visite de maintenance préventive par an)

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire
- Les avenants conclus postérieurement à la notification du marché

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 48 mois.

### 5.2 - Durée du marché

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée du marché pour chaque tranche est fixée(e) comme suit :

Tranche(s)	Délai	Précisions
TF	36 mois	<p>Le délai maximum de livraison est de 9 mois à compter de la date de notification du marché.</p> <p>Le délai maximum d'installation et de mise en service est de 1 mois à compter de la date de livraison sur site.</p> <p>La formation des utilisateurs du C2N doit être assurée à la suite de l'installation et de la mise en service de l'équipement dans un délai de 1 mois.</p> <p>L'admission définitive de l'équipement après formation des personnels du C2N et à l'issue des opérations de vérification dans un délai de 1 mois.</p> <p>La garantie attendue sur cet équipement doit être de 24 mois à partir de la date de la validation indiquée sur la décision d'admission des prestations (formulaire CERFA EXE3 transmis après formation des personnels du C2N et à l'issue des opérations de vérification sur le l'équipement dans un délai de 1 mois.).</p>
TO001	12 mois	Maintenance préventive d'une durée de 12 mois

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un courriel de notification envoyé en accusé réception.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la tranche optionnelle (son affermissement) pourra intervenir à compter de la fin de la durée de garantie jusqu'à un mois avant la fin du marché.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire comprend :

- la fourniture de l'équipement de microscopie et spectroscopie infra rouge (FTIR) et les services associés
- la tranche optionnelle « maintenance préventive » en cas d'affermisssement

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Versement après constitution d'une garantie à première demande

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## 8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : [service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

**Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay**

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun

- Numéro d'engagement juridique : = BC : fourni par le service prescripteur après notification

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Adresse de livraison :

10 Boulevard Thomas Gobert  
91120 Palaiseau

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

L'équipement est destiné à être installé dans les salles propres du C2N, salles d'une superficie de 2900 m<sup>2</sup> et situées au rez-de-chaussée haut du bâtiment.

Le déchargement du camion de livraison sera à la charge du Titulaire et comme il n'y a pas de quai de déchargement, celui-ci devra prévoir les moyens adaptés (ex : camion avec hayon, chariot élévateur...). Il devra également prévoir tous les moyens de levage nécessaires à la manutention de l'équipement.

Pour accéder au RDC haut, le Titulaire pourra utiliser un monte-charge, situé à une dizaine de mètres de l'extérieur. Les caractéristiques de ce monte-charge sont : cabine lxhxp=1,8 m X 2,4 m X 2,55 m, portes lxp=1,8 m X 2,4 m, charge nominale 2500 kg.

La livraison fera obligatoirement l'objet d'une prise de rendez-vous préalable avec Mr Guillaume Agnus (guillaume.agnus@universite-paris-saclay.fr).

En tout état de cause, le titulaire du marché devra tenir compte des indications données en ce qui concerne l'accès des locaux.



### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser l'équipement au sein du C2N.

Cette formation aura pour objectif l'acquisition des connaissances relatives aux procédures élémentaires d'utilisation, de maintenances élémentaires et de sécurité du matériel.

Elle sera effectuée à l'issue de la mise en service de l'instrument sur le site de l'installation.

Elle comprendra l'apprentissage des logiciels de pilotage et de traitement des données ainsi que des maintenances de base pour les personnels en charge de l'équipement.

Cette formation sera prévue pour 5 personnes qui devront être autonomes sur l'équipement à son issue.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Critère et sous critères de notation des offres :

Dispositions arrêtées par l'entreprise en matière de gestion des pièces détachées, des consommables et de l'obsolescence électronique

Consommation énergétique de l'équipement (à l'utilisation, en veille).

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Guillaume Agnus ou son représentant.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

L'admission définitive de l'équipement est effectuée après formation des personnels du C2N et à l'issue des opérations de vérification sur le l'équipement dans un délai de 1 mois.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont les suivantes :

Les modalités minimales de cette garantie sont les suivantes : Assistance, dépannage et remplacement des pièces causes de la panne pendant les deux années de garanties.

## **14 - Maintenance (en cas d'affermissement de la T001)**

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, les prestations feront l'objet d'une maintenance préventive assurée par le titulaire pendant une durée minimum de 12 mois à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

## **15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16- Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée dans le tableau ci-dessous :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect du délai maximum de livraison	Journalière	50,00 €	Par jour de retard constatés au-delà du délai maximum de livraison de 9 mois indiqué au point IV.2 du CCTP
Non-respect du délai maximum d'installation et de mise en service	Journalière	50,00 €	Par jour de retard constatés au-delà du délai maximum de livraison de 1 mois indiqué au point IV.2 du CCTP
Non-respect du délai de formation à assurer	Journalière	50,00 €	Par jour de retard constatés au-delà du délai de 1 mois pour la formation à assurer indiqué au point IV.3 du CCTP
Non-respect des délais d'intervention (SAV, garantie) ( et maintenance dans le cas où la tranche est affermie ) indiqués	Journalière	50,00 €	Par jour de retard constatés au-delà du temps de réponse indiqué dans le CMT du titulaire

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

Dérogation au CCAG ; En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19- Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Clauses complémentaires**

### **20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **21 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services